

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22 440 PLOUFRAGAN

Ploufragan, le 01/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENTREMONT ALLIANCE

Zone industrielle de Bellevue
22200 SAINT-AGATHON

Code AIOT : 0005500070

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2025 dans l'établissement ENTREMONT ALLIANCE implanté Zone Industrielle de Bellevue à SAINT-AGATHON (22200). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contexte

Le contrôle réalisé le 26 septembre 2025 par l'inspection fait suite à la réception d'un signalement le 25 septembre 2025 provenant des services Biodiversité et Environnement de Guingamp-Paimpol Agglomération (GPA).

Évènement

Le jeudi 25 septembre matin, suite aux fortes pluies survenues le dimanche 21 septembre, le service Biodiversité et Environnement de GPA poursuit les contrôles des différents cours d'eau pour vérifier leur état. Lors de l'inspection du ruisseau de Kergré (affluent du Trieux), un rejet de couleur blanc a été observé en provenance de la buse du bassin pluvial de la zone de Bellevue. Cette coloration blanche des eaux a également été observée le jeudi 25 septembre en remontant le ruisseau du Kergré :

- dans le bassin pluvial de la zone de Bellevue ;
- dans la buse d'entrée - Nord du bassin pluvial ;
- dans le regard des eaux pluviales situé derrière Bricomarché (réseau EP3 - Entremont).

Après échange entre le service biodiversité/environnement et le service de voirie de GPA cette coloration blanche dans le bassin était également visible le mercredi 24 septembre 2025.

La DDPP a été informé de cet évènement, par messagerie, le jeudi 25 septembre dans l'après-midi.

État des lieux Entremont

Le Point EP3 est muni d'un dispositif de contrôle en continu de la turbidité, du pH et de la température.

En cas de dépassement des seuils définis, une alarme se déclenche avec report 24 h/24 h.

La procédure "Relevage des eaux pluviales en cas de pollution accidentelle REJ/MO/SE/502 - Rèv : 03" précise les actions à mener en cas de déclenchement de l'alarme et de constat visuel d'une pollution/déversement.

L'exploitant de l'établissement ENTREMONT n'a pas été informé de la pollution constatée dans le ruisseau de Kergré ni dans le bassin pluvial. L'exploitant déclare ne pas avoir enregistré d'anomalie lors des contrôles visuels quotidiens réalisés au point EP3.

L'exploitant déclare néanmoins avoir une problématique d'encrassement de la sonde de turbidité depuis le changement du système en juin 2025. En effet, un encrassement rapide est observé malgré le nettoyage journalier. Les valeurs de turbidité enregistrées ne permettent pas, selon l'exploitant, une interprétation fiable du paramètre (fausses alarmes).

On peut noter également qu'un fort épisode pluvieux a été observé le dimanche 21 septembre. Les poussières générées par les tours de séchages et présentes en toitures ont probablement été entraînées dans les eaux pluviales. Cette hypothèse est avancée par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENTREMONT ALLIANCE
- Zone industrielle de Bellevue - 22200 SAINT-AGATHON
- Code AIOT : 0005500070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine ENTREMONT ALLIANCE de St-Agathon est spécialisée dans le stockage, le traitement et la transformation du lait ou des produits dérivés du lait.

Elle réalise deux activités principales :

- une activité « Laiterie » avec la production de poudre de lait et de lactosérum concentré ;
- une activité « Fromagerie » avec la production d'emmental et de fromage à pâte pressée non cuite.

Le fonctionnement des installations et des équipements de production, et leurs annexes, est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juillet 2016, au titre de la rubrique principale n°3642-3, qui acte sa soumission à la directive sur les émissions industrielles (dite IED).

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.3.5	Demande d'action corrective	2 mois
3	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 2.1.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle visuel du bassin pluvial de Bellevue et de la buse d'arrivée des eaux pluviales Nord font apparaître des dépôts blanc/gris dans le bassin et sur les berges.

Les dépôts blancs à la sortie de la buse des eaux pluviales de la zone Nord sont plus importants que ceux observés au même endroit le 11 mars 2025.

L'eau qui s'écoule de la buse, est claire et chaude (proche des 25 °c) le jour de l'inspection.

Le système de contrôle en place au point EP3 ne permet pas de différencier une non-conformité sur les eaux pluviales d'une fausse alerte liée à l'encrassement de la sonde de turbidité.

L'exploitant a prévu le remplacement de la sonde de turbidité par une sonde auto nettoyante.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Débourbeur-Séparateur d'hydrocarbures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection réalisée le 11/03/2025, l'exploitant a transmis les fiches d'interventions SARP OUEST du 11 et 12 juin et du 04/07/2025 ainsi que le certificat de nettoyage du 15/07/2025. La fréquence d'entretien des débourbeur-séparateur d'hydrocarbures est dorénavant semestrielle.</p> <p>Il n'a pas été constaté de dépôt ou de coloration anormale dans le regard EP3 lors de l'inspection. On peut noter que lors des rondes journalières, le personnel d'ENTREMONT n'a pas relevé d'anomalie au niveau du débourbeur ou au niveau des écoulements du regard EP3 sur les semaines 35 à 38 (du 25/08/2025 au 21/09/2025).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Localisation des points de rejet**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.3.5**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets réseau eaux pluviales**Prescription contrôlée :**

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Type de rejet	Code	Traitement	Débits autorisés	Point de rejet	Coordonnées Lambert 93 (m)
[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Eaux pluviales	EP3 Côté voie ferrée Nord-Ouest EP+ Eau de TAR	Séparateur/ Débourbeur + guillotine obturation Contrôle pH, t° et turbidité en continu	372 l/s	Réseau collectif eaux pluviales puis Bassins d'orage collectif (6 750 m ³ + 5 250 m ³)	x : 248 791 y : 6 846 010

Constats :

Le point de rejet EP3 reçoit :

- les eaux pluviales de toitures et les eaux pluviales de voiries de la zone nord ;
- les eaux des TARs ;
- le trop plein des cuves de stockage des condensats d'évaporation utilisés pour alimenter les chaudières et la NEP (condensats dont la conductivité est inférieure à 30 microsiemens).

Le point EP3 est équipé d'un ballon obturateur à déclenchement manuel. Les paramètres pH, Température et turbidité sont suivis et enregistrés en continu.

Suite à l'inspection du 11/03/2025, l'exploitant a :

- abaissé le seuil défini pour la turbidité à 70 NTU au lieu de 90 NTU ;
- remplacé la sonde de turbidité en juin 2025. L'exploitant a déclaré que l'ancien système avec pompe de relevage et sonde déportée n'était plus adapté ;
- réalisé des campagnes de mesures pour corréliser les paramètres turbidité/DCO/MES et conductivité.

L'exploitant a également informé l'inspection que la nouvelle sonde immergée s'encrassait rapidement et nécessitait un nettoyage régulier.

Les courbes d'enregistrement des paramètres au point EP3 font en effet apparaître des valeurs de turbidité atteignant le seuil de saturation de la sonde soit 100 NTU.

Les enregistrements présentés par l'exploitant pour la période du 20/09 au 25/09 ne permettent pas de justifier de la conformité des effluents rejetés au point EP3 :

- du 20/09 - 0h00 au 23/09 - 12h00 ;
- du 24/09 - 4h00 au 25/09 - 10h00.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera au bon fonctionnement des dispositifs de contrôle des effluents avant rejet.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Objectifs généraux
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] <ul style="list-style-type: none">• la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;• prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
Constats : Il apparaît après contrôle visuel du point de rejet des eaux pluviales EP3 dans le bassin collectif de Bellevue, que le rejet des condensats dans le réseau pluvial semble avoir un impact sur la qualité des eaux collectées par le bassin collectif. Les enregistrements du 20/09 au 25/09, présentés par l'exploitant ne permettent pas de justifier de la conformité sur le paramètre turbidité, des effluents rejetés au point EP3, sur les périodes suivantes : - du 20/09 - 0h00 au 23/09 - 12h00 (entre 60 et 100 NTU) ; - du 24/09 - 4h00 au 25/09 - 10h00 (entre 80 et 100 NTU). A décharge, les analyses des condensats réalisées en juin 2025 par l'exploitant sur les paramètres DCO - MES - Turbidité et conductivité, montrent que pour les condensats dont la conductivité est inférieure à 30 microsiemens, la turbidité maximale n'est que de quelques NTU (< 5 NTU). Par ailleurs, la courbe des enregistrements du 25/09/2025 et du 26/09/2025 montrent qu'après un nettoyage de la sonde, la turbidité mesurée est faible, entre 4 et 21 NTU.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant adaptera ces dispositifs de contrôles et de sécurité pour garantir en tout temps l'absence de déversement, d'émission d'eaux non conformes ou pouvant présenter un risque de pollution du milieu naturel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois